

Denis Delerue - Quelques réflexions et interrogations sur l'évolution du travail social - Novembre 2016



Denis Delerue, membre du CNAHES depuis 2013 a exercé quelques années comme assistant de service social en protection de l'Enfance. Puis formateur dans une école de service social à Arras, il accompagne les mutations de ce centre de formation devenu site de l'IRTS Hauts de France en exerçant des fonctions de cadre pédagogique de plusieurs formations et de Directeur en fin de parcours professionnel. Militant associatif, Il est engagé dans la gouvernance d'associations de solidarité.

À travers la construction progressive des politiques sociales de l'Etat-Providence, grâce à « l'aiguillon et le poil à gratter » des associations, les métiers de la Solidarité se sont constitués dans tous les domaines où l'Humain est en souffrance, en danger ou exclu de la vie économique et sociale.

Comme l'avait fait Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité en 1982, la légitimité du travail social doit être réaffirmée en référence à ses valeurs fondatrices : la Solidarité, l'Action Sociale, l'Ethique humaniste. Mais aujourd'hui, dans un contexte de fortes mutations, de crises et de perte de repères, ces valeurs sont bousculées et connaissent des dérives de sens ou sont instrumentalisées :

- La solidarité, les solidarités sont trop souvent réduites à l'assistanat, au redistributif mécanique ou comptable au moment où la crise nécessite plus que jamais un appui sur le sens profond des solidarités entre catégories sociales, générations, territoires et l'action plurielle de tous les acteurs institutionnels, publics et associatifs. L'étymologie du terme solidaire (solidum : ce qui unit, tient ensemble, rend solide) prend ici tout son sens. Dans ce champ de la solidarité, une confusion et un effet réducteur apparaissent entre, d'une part l'accompagnement émancipateur s'inscrivant dans la durée, impliquant l'accueil, la prise en compte de la singularité et du rythme de la personne et d'autre part, l'aide ponctuelle inscrite

dans des dispositifs administratifs ou des actions humanitaires d'urgence et récurrentes. Les deux formes sont nécessaires, bien sûr, mais la seconde s'amplifie au risque de modifier en profondeur l'exercice du travail social, fondé d'abord sur une solidarité de parcours inclusif durable .

- L'action sociale est donc perçue comme coûteuse, renvoyée de ce fait au caritatif, alors qu'elle est essentielle comme indicateur du développement humain d'une Société. À la fois filet de protection face aux accidents de la vie mais également contributif à la cohésion, au vivre ensemble. La diversité des populations et des problématiques rencontrées nécessite ouverture d'esprit, travail en équipe et en partenariat, affirmation collective du lien social.... bases d'un travail conjoint des professionnels et des bénévoles.
- Dans ce contexte, l'éthique ou la réflexion sur le sens des actions apparaissent plus centrales encore. L'interrogation permanente sur les actes posés au regard des valeurs de Respect, de Dignité, d'Altérité... doit être au coeur du professionnalisme. Comment rendre audibles les valeurs cardinales de la rencontre, de la participation des personnes, de la réciprocité, du don/contre-don...qui sont constitutives de toute assistance, de toute action sociale? Faut-il trouver un langage plus médiatique, « moderne » pour évoquer ces valeurs désuètes, renvoyées à l'après-guerre et l'émergence de l'Idéal européen ? Comment transmettre cette éthique à la fois horizon et outil questionnant la qualité des actions? Comment conjuguer éthique de conviction, de responsabilité et de communication dans un contexte souvent marqué par le court terme, le rentable, le souci gestionnaire et la norme ? Questions complexes mais fondamentales..qui précisément doivent se situer à l'échelon de la solidarité européenne « Que voulons nous encore faire ensemble, maintenant qu'on ne se fait plus la guerre » Daniel Cohn-Bendit.

Mais sans attendre le mouvement lent des institutions, comme le colibri de la légende, nous avons à prendre, là où nous sommes engagés, notre part d'indignation, de résistance et d' imagination pour traduire, modestement, nos convictions en actes solidaires.

Une deuxième réflexion porte précisément sur la dimension sécuritaire et normative qui, par l'effet conjugué du contexte socio-économique, de l'Etat d'urgence et du carcan réglementaire prédomine dans notre société et se diffuse subrepticement dans les projets sociaux. Le risque est perçu uniquement comme dangereux, angoissant, hors normes etc Qu'en est t-il de son autre versant positif et dynamique: le risque de la rencontre, le risque de l'échec comme apprentissage de l'autonomie, le risque de l'expérimentation par essais-erreurs, le risque du projet « Oser ensemble », bref le risque du « pas de côté ».

Toute l'action des fondateurs de l'action publique ou bénévole, de Bernard Lory à l'Abbé Pierre, ne s'est t-elle pas construite sur la prise de risques : Bousculer, déranger, réveiller les consciences et agir dans un collectif avec détermination et méthode... ?

Une troisième réflexion porte précisément sur le comment faire ? Il me semble que 2 notions apparaissent centrales et fécondes dans l'action sociale aujourd'hui; celles de parcours et celle d'accompagnement. Elles sont complémentaires. Il est nécessaire de les promouvoir résolument. Pendant très longtemps les destins humains, les parcours de vie étaient tracés par la naissance, l'accès ou non à la connaissance, l'appartenance sociale et professionnelle. Ces destins, hier inscrits dans un collectif social, politique, religieux ou autre apparaissent aujourd'hui moins protégés mais aussi plus ouverts... On peut l'observer dans les choix conjugaux, familiaux, les orientations et exercices professionnels mais aussi dans les itinéraires de vie des personnes un moment ou durablement exclues ou en marge... Ce qui apparaît essentiel dans ce cadre, c'est que les petits pas du parcours d'inclusion, d'insertion ou simplement de la fin du parcours de vie soient accompagnés avec bienveillance en respectant rythme et choix de la Personne. C'est à la fois affaire d'attention à l'Autre, d'empathie mais aussi de méthodologie et de choix dans l'organisation des institutions et services. Trop souvent les dispositifs « en tuyaux d'orgue » segmentent, stratifient en fonction de catégories administratives et budgétaires ce qui devrait partir des réalités, des besoins et de l'approche globale de la personne. La dichotomie actuelle du sanitaire et du social en est l'illustration permanente...

En corollaire de ces réflexions, la question de l'évaluation apparaît plus que jamais centrale. Quelle est l'efficacité ou l'efficience des interventions sociales ? Quels sont les critères qualitatifs d'une action pertinente ? Est-ce que l'on attend une obligation de moyens ou de résultats ? Jusqu'où va la transparence ? Le visible, le rendu compte sont indispensables dans une société démocratique mais le respect de l'invisible, de l'indicible, de l'intime sont tout aussi essentiels.

Denis Delerue